



## Bulletin Veille Europe n°90 Septembre 2019

### Sommaire

<b>Institutions de l'UE</b> .....	2
<b>Commission européenne</b> / Présentation de la composition de la nouvelle Commission européenne .....	2
<b>Conseil de l'UE</b> / Mise à jour de ses orientations sur la politique à l'égard des pays tiers en ce qui concerne la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants .....	3
<b>Conseil de l'UE</b> / Adoption du budget 2020 .....	3
<b>Conseil de l'UE</b> / Prorogation du mandat EUNAVFOR MED Opération SOPHIA jusqu'au 31 mars 2020 .....	3
<b>Parlement européen</b> / Calendrier des auditions des candidats au poste de commissaire européen.....	4
<b>Parlement européen</b> / La présidence finlandaise présente ses priorités aux députés .....	4
<b>Agences et organes de l'UE</b> .....	5
<b>EASO</b> / Hausse de 26% des demandes d'asile en juillet mais bien en dessous des chiffres de 2015 et 2016 .....	5
<b>EASO</b> / L'EASO et Chypre signent une convention d'accueil.....	5
<b>EASO</b> / Adoption du programme annuel d'activités 2020.....	5
<b>EASO</b> / Publication d'un rapport d'information Pays d'origine sur l'Erythrée.....	5
<b>FRA</b> / Rapport sur le retour d'enfants non accompagnés.....	6
<b>Institutions européennes</b> .....	6
<b>Conseil de l'Europe</b> / Appel du Commissaire pour les droits humains à respecter les engagements pris pour protéger les personnes en situation de déplacement de la traite et de l'exploitation .....	6
<b>Conseil de l'Europe</b> / Nouveau cours en ligne sur les standards du Comité européen pour la prévention de la torture et des traitements inhumains et dégradants .....	7
<b>Organisations des Nations unies</b> .....	7
<b>HCR</b> / Rapport sur l'éducation des réfugiés en crise.....	7
<b>ONU</b> / En Libye, un migrant soudanais tué lors de son débarquement à Tripoli .....	7
<b>OIM - UNICEF - HCR</b> / Note sur l'accès à l'éducation sur les enfants réfugiés et les migrants en Europe .....	8
<b>HCR</b> / Le gouvernement rwandais et l'Union africaine signent un accord pour l'évacuation de réfugiés hors de la Libye .....	8
<b>ONU</b> / L'envoyé de l'ONU en Libye préoccupé par le sort des migrants interceptés en mer et renvoyés sur le territoire libyen .....	8
<b>Organisations de la société civile</b> .....	9
<b>ENS</b> / Fiche d'informations sur l'apatridie en Syrie .....	9
<b>AIDA</b> / Statistiques sur les décisions sur les demandes d'asile – premier semestre 2019 .....	9
<b>Secours Catholique</b> / Rapport sur le règlement Dublin et les conséquences de son application en France .....	9
<b>Anafé</b> / Rapport sur le contrôle des frontières et l'enfermement en zone d'attente.....	10
<b>Focus nationaux</b> .....	10
<b>Finlande</b> / Engagement d'accueil 850 réfugiés dans le cadre de la réinstallation en 2020 .....	10
<b>France et Royaume-Uni</b> / Accord sur le renforcement de la coopération .....	10
<b>Grèce</b> / Nouvelles mesures en matière d'asile et de migration.....	10

# Institutions de l'UE

## Commission européenne / Présentation de la composition de la nouvelle Commission européenne

La Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a communiqué la composition de la nouvelle Commission européenne. Le nouveau Collège comptera huit vice-présidents y compris le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (l'espagnol Josep Borell).

### • Les vice-présidents

Les vice-présidents sont responsables des grandes priorités fixées dans les orientations politiques et coordonneront des groupes thématiques de Commissaires. Trois vice-présidents exerceront une double fonction : la vice-présidence pour une des trois priorités du programme et la charge de commissaire.

Parmi les vice-présidents, le grec Margaritis Schinas présidera le groupe des commissaires sur « la protection de notre mode de vie européen », ce qui inclue :

- Les compétences, l'éducation et l'intégration
- Trouver une base commune sur la migration :
  - o Coordination de l'approche globale sur le nouveau pacte sur la migration et l'asile
  - o Création des voies légales de migration
  - o Assurer une cohérence des dimensions externes et internes de la migration
- La sécurité de l'Union

### • Ylva Johansson (suédoise), Commissaire en charge des affaires intérieures

Elle sera en charge de développer le Nouveau Pacte sur la Migration et l'Asile, incluant une approche globale sur les frontières extérieures, les systèmes d'asile et de retour, la zone Schengen, et la coopération avec les pays tiers.

Elle devra :

- relancer la réforme du régime d'asile européen commun incluant de nouvelles formes de solidarité et garantir que tous les Etats membres proposent des contributions importantes pour soutenir les Etats les plus exposés.
- réduire les lacunes entre les règles de l'asile et du retour
- travailler sur une approche permanente, durable et fiable sur la recherche et le sauvetage
- développer des voies légales d'accès (réinstallation et opportunités d'emploi)
- renforcer la coopération avec les pays d'origine et de transit
- établir des corridors humanitaires et lutter contre les réseaux de traite d'êtres humains
- soutenir le retour à un fonctionnement normal de la zone Schengen

Sur les enjeux de sécurité, la commissaire devra s'attacher à prévenir et répondre aux menaces de terrorisme, garantir la mise en œuvre de l'interopérabilité des systèmes d'informations européens, et lutter contre la radicalisation.

Elle travaillera sous la supervision du Vice-président en charge de la protection du mode de vie européen, et sera soutenue par la Direction générale pour la migration et les affaires intérieures.

### • Prochaines étapes

L'ensemble du collège des commissaires sera soumis à des auditions devant les commissions parlementaires compétentes et à un vote d'approbation du Parlement européen. Une fois que le Parlement aura donné son approbation, le Conseil européen nommera officiellement la Commission européenne.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué de presse : [https://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-19-5542\\_fr.htm](https://europa.eu/rapid/press-release_IP-19-5542_fr.htm)

Lettre de mission de Margaritis Schinas : [https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/mission-letter-margaritis-schinas-2019\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/mission-letter-margaritis-schinas-2019_en.pdf)

Lettre de mission d'Ylva Johansson : [https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/mission-letter-margaritis-schinas-2019\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/mission-letter-margaritis-schinas-2019_en.pdf)

Audition de Margaritis Schinas : [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS\\_BRI\(2019\)640177](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_BRI(2019)640177)

Audition d'Ylva Johansson : [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS\\_BRI\(2019\)64220\\_2](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_BRI(2019)64220_2)

---

### **Conseil de l'UE / Mise à jour de ses orientations sur la politique à l'égard des pays tiers en ce qui concerne la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

Le Conseil a adopté ce jour les conclusions ci-après concernant les orientations révisées sur la politique de l'UE à l'égard des pays tiers en ce qui concerne la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/09/16/for-a-torture-free-world-council-reinforces-eu-policy-towards-third-countries-on-torture-and-other-cruel-inhuman-or-degrading-treatment/>

Orientations de la politique de l'UE : <https://www.consilium.europa.eu/media/40644/guidelines-st12107-en19.pdf>

---

### **Conseil de l'UE / Adoption du budget 2020**

Le Conseil souhaite que le budget de l'UE continue d'être axé sur le renforcement de l'économie européenne et de sa compétitivité. Les autres priorités consistent notamment à assurer un financement suffisant pour la migration et la protection des frontières extérieures de l'Union, à renforcer la protection civile, à lutter contre le changement climatique et à doter l'action extérieure de ressources adéquates conformément aux intérêts stratégiques de l'UE.

Dans le domaine de la sécurité et de la migration, le budget de l'UE continuera de soutenir les mesures des États membres et de l'UE qui ont été mises en place au cours des dernières années. Des ressources supplémentaires ont été budgétisées pour l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) (101,4 millions €, soit une augmentation de 32,4 % par rapport à 2019) afin de constituer un corps permanent de 10 000 garde-frontières d'ici 2027.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/09/03/2020-eu-budget-council-supports-continued-focus-on-growth-innovation-security-and-migration/>

---

### **Conseil de l'UE / Prorogation du mandat EUNAVFOR MED Opération SOPHIA jusqu'au 31 mars 2020**

Le Conseil a prorogé de six mois le mandat de l'EUNAVFOR MED opération SOPHIA, jusqu'au 31 mars 2020.

Le déploiement des moyens navals de l'opération restera temporairement suspendu, les États membres de l'UE continuant de travailler dans les enceintes appropriées à une solution relative au débarquement dans le cadre de la suite donnée aux conclusions du Conseil européen de juin 2018. Les États membres de l'UE sont prêts à revenir sur cette question chaque fois que cela est nécessaire pour donner au commandant de l'opération de nouvelles orientations éventuelles concernant le déploiement des moyens navals de l'opération. L'opération continuera de s'acquitter de son mandat en conséquence.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/09/26/eunavfor-med-operation-sophia-mandate-extended-until-31-march-2020/>

---

**Parlement européen / Calendrier des auditions des candidats au poste de commissaire européen**

Les commissions du Parlement évalueront l'aptitude des commissaires désignés lors d'audiences publiques qui se tiendront du 30 septembre au 8 octobre.

Ylva Johansson candidate au poste de Commissaire pour le portefeuille « Affaires intérieures » a été auditionnée le mardi 1<sup>er</sup> octobre de 14H30 à 17H30 devant la commission parlementaires libertés civiles, justice et affaires intérieures. Sur les questions d'asile, Ylva Johansson a souligné que la principale tâche serait de proposer un nouveau pacte sur la migration et l'asile, déclarant également que des voies d'entrées légales et sûres vers l'UE font partie de la solution. Les parlementaires ont questionné la candidate sur l'atteinte d'un consensus sur la réforme du RAEC, les opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée, la situation des migrants et demandeurs d'asile bloqués en Libye et les accords avec les pays tiers en matière migratoire.

Margritis Schinas candidat au poste de Commissaire pour le portefeuille « Protéger notre mode de vie européen » sera auditionné le jeudi 3 octobre du 18H30 à 21H30 devant la commission parlementaires libertés civiles, justice et affaires intérieures et la commission emploi.

La Conférence des présidents décidera le 17 octobre si le Parlement a suffisamment d'informations pour clôturer la procédure d'auditions. La plénière devra alors se prononcer sur l'approbation de la Commission européenne dans son ensemble le 23 octobre.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/eu-affaires/20190912STO60948/auditions-des-candidats-au-poste-de-commissaire-europeen-calendrier-detaille>

---

**Parlement européen / La présidence finlandaise présente ses priorités aux députés**

Les ministres finlandais présentent les priorités de la présidence finlandaise du Conseil de l'UE lors d'une série de rencontres au sein des commissions parlementaires. La Finlande occupe la présidence du Conseil jusqu'à fin 2019. Des auditions se sont déroulées en juillet et en septembre.

Concernant la commission libertés civiles, justice et affaires intérieures, la ministre de l'intérieur, Maria Ohisalo, a souligné que « le régime d'asile européen devait être réformé » et a assuré aux députés que la Finlande ferait tout ce qui est en son pouvoir pour instaurer la confiance entre les États membres. Concernant la situation en Méditerranée, Mme Ohisalo a déclaré: « Nous devons agir pour éviter tous ces morts. Pour le moment, nous n'agissons pas bien ». Admettant qu'un mécanisme permanent prendra du temps, elle a proposé un dispositif temporaire afin de garantir le débarquement rapide des personnes sauvées en mer, impliquant de nombreux États membres sur la base du volontariat.

---

**Pour plus d'informations**

---

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20190724IPR57853/la-presidence-finlandaise-presente-ses-priorites-aux-deputes>

---

## **Agences et organes de l'UE**

### **EASO / Hausse de 26% des demandes d'asile en juillet mais bien en dessous des chiffres de 2015 et 2016**

En juillet, environ 62 900 demandes d'asile ont été déposées en UE+ (UE + Norvège + Suisse) en hausse de 26% par rapport au mois de juin, et en légère hausse par rapport à juillet 2018 (59 375) et juillet 2017 (62 040). Depuis le début de l'année, près de 400 500 demandes ont été déposées en UE+, en hausse de 11% par rapport à la même période en 2018.

Les Syriens, les Afghans et les Vénézuéliens représentent le quart des demandes. Les dix premiers pays d'origine des demandeurs d'asile incluent également l'Irak, le Pakistan, la Turquie, la Colombie, l'Iran, le Nigéria, et l'Albanie.

---

#### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events/asylum-applications-26-july-remain-dramatically-lower-during-2015-2016-crisis>

---

### **EASO / L'EASO et Chypre signent une convention d'accueil**

Cette convention prévoit le statut de l'EASO dans son soutien aux autorités chypriotes en charge de l'asile. Face à l'augmentation des arrivées à Chypre et des pressions sur le système national d'asile, l'EASO a accru son soutien technique et opérationnel fourni à Chypre depuis 2014. Un nouveau plan opérationnel a été signé en décembre 2018.

---

#### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-and-cyprus-sign-hosting-agreement>

---

### **EASO / Adoption du programme annuel d'activités 2020**

Le comité de direction de l'EASO a adopté le document unique de programmation 2020-2022 incluant le programme de travail et le budget 2020. L'EASO apporte un soutien opérationnel plus important que jamais et est maintenant actif à Malte, à Chypre, en Italie et en Grèce avec des centaines d'agents déployés incluant des experts d'Etats membres. L'EASO a également pris une place centrale dans le rôle de coordination dans la gestion des personnes secourues en mer à Malte et en Italie, et dans la relocalisation au sein d'Etats membres volontaires. Durant la réunion, les Etats membres ont insisté sur le travail intense de l'EASO pour renforcer sa gouvernance et ses systèmes de contrôle interne.

---

#### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-2020-work-programme-adopted-management-board>

---

### **EASO / Publication d'un rapport d'information Pays d'origine sur l'Erythrée**

Ce rapport fournit des informations à jour sur plusieurs thématiques pertinentes pour la détermination du statut de protection internationale incluant le service national, les départs depuis l'Erythrée, et le traitement des personnes éloignées. Entre août 2018 et Juillet 2019, plus de 14 475 Erythréens ont demandé l'asile en

UE+. Le rapport a été rédigé par la division analyse du secrétariat d'Etat suisse pour la migration, et a été revu par l'EASO ainsi que d'autres chercheurs d'autorités nationales (Suède et Allemagne).

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué et rapport : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-publishes-country-origin-information-coi-report-eritrea>

---

**FRA / Rapport sur le retour d'enfants non accompagnés**

Ce rapport de l'Agence de l'UE pour les droits fondamentaux vise à soutenir les autorités nationales en charge de la mise en œuvre de la directive Retour pour les mineurs non accompagnés dans le plein respect des droits fondamentaux. Il complète un précédent rapport publié en 2017 sur la rétention des mineurs migrants.

---

**Pour plus d'informations**

Rapport : [https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra\\_uploads/fra-2019-returning-unaccompanied-children\\_en.pdf](https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2019-returning-unaccompanied-children_en.pdf)

---

## Institutions européennes

### **Conseil de l'Europe / Appel du Commissaire pour les droits humains à respecter les engagements pris pour protéger les personnes en situation de déplacement de la traite et de l'exploitation**

La Commissaire des droits humains du Conseil de l'Europe a rappelé qu'il est essentiel que les États membres du Conseil de l'Europe tiennent à présent leurs engagements en matière de lutte contre la traite et de protection des victimes, en particulier des personnes en situation de déplacement. Dans ce contexte, ils devraient :

- redoubler d'efforts pour lutter contre toutes les formes de traite des êtres humains et d'exploitation des réfugiés, demandeurs d'asile et migrants, en s'acquittant pleinement de leurs obligations au titre de la CEDH et de la Convention contre la traite, notamment par la mise en œuvre rapide des recommandations formulées par le GRETA ;
- examiner de près la manière dont leurs politiques migratoires internes et externes se répercutent sur la prévention de la traite ainsi que sur l'identification et la protection des victimes et l'accès de celles-ci aux mesures d'assistance ;
- développer les voies migratoires sûres et légales en tant que mesure de prévention de la traite des êtres humains ;
- donner la priorité à l'identification précoce des victimes ou des victimes potentielles parmi les demandeurs d'asile à leur arrivée ;
- garantir aux demandeurs d'asile des conditions d'accueil adéquates pour les rendre moins vulnérables à l'exploitation ; accorder une importance particulière à l'accueil en toute sécurité des enfants réfugiés et migrants non accompagnés, notamment en instaurant et en préservant des systèmes de tutelle efficaces ;
- veiller à ce que les victimes bénéficient de services d'assistance adaptés, notamment en leur garantissant l'accès à l'aide juridictionnelle et en s'assurant que leur (absence de) statut juridique ne les empêche pas, ni ne les décourage d'une quelconque manière, de porter plainte contre les auteurs de la traite.

---

**Pour plus d'informations**

---

---

Communiqué : <https://www.coe.int/en/web/commissioner/-/time-to-deliver-on-commitments-to-protect-people-on-the-move-from-human-trafficking-and-exploitation>

---

## **Conseil de l'Europe / Nouveau cours en ligne sur les standards du Comité européen pour la prévention de la torture et des traitements inhumains et dégradants**

Le Conseil de l'Europe a mis en ligne ce nouveau cours gratuit sur sa plateforme HELP. Il a été développé avec le secrétariat du Comité européen. L'objectif est de sensibiliser et familiariser les professionnels avec les standards clés du Comité sur les cinq lieux les plus importants en matière de privation de liberté : les postes de police, les prisons, le centre de rétention, les établissements psychiatriques et les foyers sociaux. Le module sur la rétention des migrants inclut : la rétention comme dernier recours, les garanties procédurales durant la rétention, les conditions de rétention, les mineurs, les équipes, les soins médicaux, et l'éloignement.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué et accès au cours : [https://www.coe.int/en/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/newsletter-september-2019/-/asset\\_publisher/cVKOAoroBOtl/content/help-launched-a-new-course-on-cpt-standards](https://www.coe.int/en/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/newsletter-september-2019/-/asset_publisher/cVKOAoroBOtl/content/help-launched-a-new-course-on-cpt-standards)

---

## **Organisations des Nations unies**

### **HCR / Rapport sur l'éducation des réfugiés en crise**

Plus de moitié des enfants réfugiés à travers le monde ne sont pas scolarisés. Sur les 7,1 millions d'enfants réfugiés d'âge scolaire, 3,7 millions, soit plus de la moitié, ne vont pas à l'école, indique le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, dans un rapport publié ce jour.

Selon le rapport intitulé « Redoubler d'efforts : L'éducation des réfugiés en crise », plus les enfants grandissent, plus les obstacles qui les empêchent d'accéder à l'éducation deviennent difficiles à surmonter : seulement 63% des enfants réfugiés fréquentent l'école primaire, contre 91% dans le monde. À travers le monde, 84% des adolescents effectuent des études secondaires, contrairement à 24% des réfugiés seulement.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/8/5d68cd88a/leducation-refugies-crise-moitie-enfants-refugies-travers-monde-ne-scolarises.html>

Rapport : <https://www.unhcr.org/steppingup/fr/>

---

### **ONU / En Libye, un migrant soudanais tué lors de son débarquement à Tripoli**

Un migrant soudanais a été tué par balle par un garde-côte libyen jeudi 19 septembre après avoir été intercepté en mer. L'homme tentait de s'enfuir afin d'échapper à son renvoi en centre de détention. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), dont le personnel a été témoin de la tragédie, a fermement condamné cet « incident » et réclamé l'ouverture d'une enquête « approfondie ».

Ce drame survient deux mois après la mort de 53 migrants, dont six mineurs, qui ont été tués à la suite d'un raid aérien contre le centre de détention de Tajoura. « Cette installation demeure opérationnelle à ce jour, malgré les appels persistants en faveur de la fin de la détention arbitraire des migrants », regrette l'agence onusienne qui appelle également les autorités libyennes à mener une enquête approfondie sur cet incident et que les auteurs de ces actes soient traduits devant la justice.

---

### **Pour plus d'informations**

---

---

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2019/09/1052152>

---

### **OIM - UNICEF - HCR / Note sur l'accès à l'éducation sur les enfants réfugiés et les migrants en Europe**

Ces trois organisations onusiennes ont publié une note sur l'accès à l'éducation pour les enfants réfugiés et migrants en Europe. Bien que l'accès à l'éducation est un droit fondamental pour tous les enfants, dans la pratique la qualité et la durée de scolarisation des enfants migrants, demandeurs d'asile et réfugiés dépendent plus de leur place dans les procédures d'asile ou de migration que de leur besoins en terme d'éducation.

---

#### **Pour plus d'informations**

Note : <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/71202>

---

### **HCR / Le gouvernement rwandais et l'Union africaine signent un accord pour l'évacuation de réfugiés hors de la Libye**

Le Gouvernement rwandais, le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, et l'Union africaine ont signé un mémorandum d'accord qui prévoit de mettre en œuvre un dispositif pour évacuer des réfugiés hors de la Libye. Selon cet accord, le Gouvernement rwandais recevra et assurera la protection de réfugiés qui sont actuellement séquestrés dans des centres de détention en Libye. Ils seront transférés en lieu sûr au Rwanda sur une base volontaire.

Un premier groupe de 500 personnes, majoritairement originaires de pays de la corne de l'Afrique, sera évacué. Ce groupe comprend notamment des enfants et des jeunes dont la vie est menacée. Après leur arrivée, le HCR continuera de rechercher des solutions pour les personnes évacuées.

Si certains peuvent bénéficier d'une réinstallation dans des pays tiers, d'autres seront aidés à retourner dans les pays qui leur avait précédemment accordé l'asile ou à regagner leur pays d'origine, s'ils peuvent le faire en toute sécurité. Certains pourront être autorisés à rester au Rwanda sous réserve de l'accord des autorités compétentes.

---

#### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/9/5d778a48a/hcr-gouvernement-rwandais-union-africaine-signent-accord-levacuation-refugies.html>

Communiqué sur les premières arrivées :

<https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2019/9/5d8dfb54a/premier-groupe-refugies-vulnerables-evacues-libye-vers-rwanda.html>

---

### **ONU / L'envoyé de l'ONU en Libye préoccupé par le sort des migrants interceptés en mer et renvoyés sur le territoire libyen**

Devant le Conseil des droits de l'homme, l'envoyé de l'ONU en Libye s'est dit mercredi préoccupé par le sort des migrants dans le pays, notamment ceux qui sont interceptés en mer et renvoyés sur le territoire libyen où ils risquent les pires « traitements ». « Le transfert des migrants interceptés en mer par les garde-côtes libyens vers des centres de détention officiels et non officiels continue de susciter de vives préoccupations », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, Ghassan Salamé

Selon le Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), les migrants et les réfugiés risquent d'être victimes d'exécutions extrajudiciaires, de torture et d'autres mauvais traitements, de détention arbitraire et de privation illégale de liberté, de viol et d'autres formes de violence sexuelle et sexiste. Ils



risquent aussi l'esclavage et le travail forcé, mais sont aussi victimes d'extorsion et d'exploitation. « Les auteurs de ces violations sont notamment des agents de l'État, des membres de groupes armés, des passeurs et des trafiquants », a ajouté M. Salamé.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2019/09/1052552>

---

## Organisations de la société civile

### **ENS / Fiche d'informations sur l'apatridie en Syrie**

Le Réseau européen sur l'apatridie (European Network on Statelessness) a publié dans le cadre de son projet *Stateless Journeys* une fiche pays sur la Syrie afin de mieux comprendre le contexte et le cadre légal pouvant amener à des cas d'apatridie pour les personnes originaires de la Syrie. Deux cas sont en particulier étudiés : les populations kurdes et palestiniennes.

---

**Pour plus d'informations**

Fiche pays Syrie : [https://statelessjourneys.org/resources/statelessness-in-syria/?mc\\_cid=ac423d55ed&mc\\_eid=464058aa7b](https://statelessjourneys.org/resources/statelessness-in-syria/?mc_cid=ac423d55ed&mc_eid=464058aa7b)

---

### **AIDA / Statistiques sur les décisions sur les demandes d'asile – premier semestre 2019**

La plateforme AIDA coordonné par l'association ECRE a publié un analyse des statistiques relatives aux décisions dans chaque Etat membre sur les demandes d'asile. L'article analyse notamment les fondements des rejets des demandes d'asile. Les décisions basées sur l'inadmissibilité sont différentes entre chaque Etat membre : pas ou peu utilisé à Chypre, en France, en Allemagne, elle est très utilisée en Slovénie, à Malte, et en Pologne. Sur les décisions positives, l'Allemagne demeure en tête avec 39 682 décisions positives. La France enregistre 17 447 décisions positives. La forme de protection varie entre les Etats membres. Malte, Chypre, le Portugal et la Roumanie continuent d'accorder en majorité des statuts de protection subsidiaire, alors la Grèce, l'Autriche, le Royaume-Uni et la Slovénie accordent plutôt le statut de réfugiés.

---

**Pour plus d'informations**

Article : <http://www.asylumineurope.org/news/10-09-2019/asylum-decisions-first-half-2019-unlocking-statistics>

---

### **Secours Catholique / Rapport sur le règlement Dublin et les conséquences de son application en France**

Elaboré en collaboration avec des demandeurs d'asile placés sous procédure Dublin, le Secours Catholique expose dans ce rapport les conséquences suivantes : la grande précarité administrative, sociale et psychologique des demandeurs d'asile, l'absence de solidarité entre Etats européens, et la défiance dans les institutions.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.secours-catholique.org/actualites/dublin-lurgence-de-mettre-fin-a-un-reglement-kafkaen>

Rapport : [https://www.secours-catholique.org/sites/scinternet/files/publications/rapport\\_dublin.pdf](https://www.secours-catholique.org/sites/scinternet/files/publications/rapport_dublin.pdf)

---

## **Anafé / Rapport sur le contrôle des frontières et l'enfermement en zone d'attente**

Ce nouveau support de formation de l'Anafé expose le contexte du contrôle des frontières, les obstacles à la mobilité et les enjeux en termes de défense des droits. Le rapport explique le fonctionnement d'une zone d'attente et les procédures relatives (maintien en zone d'attente, juge des libertés et de la détention, les demandes d'admission sur le titre au titre de l'asile...)

---

### **Pour plus d'informations**

Rapport : [http://www.anafe.org/IMG/pdf/controle\\_des\\_frontieres\\_et\\_enfermement\\_en\\_za\\_-\\_support\\_de\\_formation\\_-\\_sept\\_2019.pdf](http://www.anafe.org/IMG/pdf/controle_des_frontieres_et_enfermement_en_za_-_support_de_formation_-_sept_2019.pdf)

---

## **Focus nationaux**

### **Finlande / Engagement d'accueil 850 réfugiés dans le cadre de la réinstallation en 2020**

Le Gouvernement finlandais s'engage à accueillir 850 réfugiés dans le cadre de la réinstallation, contre 750 actuellement. Les réfugiés viendront du Liban, de la Turquie et de la République démocratique du Congo. En outre le pays accueillera 130 réfugiés du Niger incluant des évacués de Libye. Il est possible qu'il accueille d'autres réfugiés évacués de la Libye via d'autres pays.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué : [https://valtioneuvosto.fi/en/article/-/asset\\_publisher/1410869/suomi-vastaanottaa-850-pakolaista-vuoden-2020-pakolaiskiintiossa](https://valtioneuvosto.fi/en/article/-/asset_publisher/1410869/suomi-vastaanottaa-850-pakolaista-vuoden-2020-pakolaiskiintiossa)

---

### **France et Royaume-Uni / Accord sur le renforcement de la coopération**

Les ministres de l'Intérieur du Royaume-Uni et de la France se sont rencontrés afin d'évoquer la question des traversées irrégulières de la Manche en forte augmentation depuis plusieurs mois. Ce phénomène, qui a pris de l'ampleur en octobre 2018, a connu une baisse en début d'année après la mise en œuvre le 4 janvier 2019 d'un plan d'action national demandé par Christophe Castaner, puis d'un plan d'action franco-britannique agréé le 24 janvier à Londres entre le ministre et son homologue d'alors, Sajid Javid. Ces plans ont conduit à renforcer la présence des forces de l'ordre sur le littoral entre Boulogne et Dunkerque ainsi que le nombre de patrouilles aériennes et en mer en coordination avec la préfecture maritime, à sensibiliser les acteurs du nautisme ainsi qu'à renforcer la sécurisation des ports, et enfin à renforcer la lutte contre les filières de passeurs. M. Castaner et Mme Patel ont par ailleurs évoqué la question de la sortie du Royaume Uni de l'Union européenne, prévue le 31 octobre. Dans l'hypothèse où un Brexit sans accord se concrétiserait, les deux ministres sont convenus de maintenir une coordination étroite afin de limiter les éventuelles perturbations.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Actualites/L-actu-immigration/Entretien-de-Christophe-Castaner-ministre-de-l-Interieur-avec-son-homologue-britannique-Priti-Patel>

---

### **Grèce / Nouvelles mesures en matière d'asile et de migration**

Le nouveau gouvernement grec a annoncé plusieurs dispositions face à l'augmentation du nombre d'arrivées depuis janvier 2019 et en particulier ces trois derniers mois. Une première série de mesures a été annoncée début septembre incluant la suppression du droit au recours pour les demandeurs d'asile déboutés en première instance. Selon le Premier ministre, cette mesure doit raccourcir les délais de traitement de la

demande d'asile pouvant durer plusieurs années et accélérer les retours. Face à une forte opposition des organisations de la société civile, mais également l'Union grecque des magistrats et des organisations internationales dénonçant une violation grave du droit européen, cette mesure a été abandonnée, mais le Premier ministre a indiqué que la composition des comités de recours serait modifiée. L'objectif est de réduire à 3 mois la durée de traitement de la demande d'asile contre une moyenne de 2 ans aujourd'hui. En outre, le gouvernement souhaite renforcer sa politique de retours vers la Turquie mais également vers les pays d'origine, et vise à renvoyer 10 000 migrants d'ici 2020. La situation sur les îles est dramatiquement précaire, avec plusieurs incidents graves incluant des morts ces dernières semaines. Le camp de Moria héberge plus de 12 000 migrants soit près de 5 fois sa capacité d'accueil exposant les migrants à une vulnérabilité et une insécurité extrême. Le gouvernement a annoncé le transfert vers le continent des migrants. Le HCR a appelé à transférer 5 000 demandeurs d'asile déjà autorisés à poursuivre leur procédure d'asile sur le continent. Selon le HCR, il est inhumain de maintenir ces personnes dans des conditions inadéquates et précaires, « il faut y mettre un terme ».

---

**Pour plus d'informations**

Article : <https://www.euractiv.fr/section/politique/news/la-grece-durcit-sa-legislation-en-matiere-dasile-et-de-retour/>

Communiqué du HCR : <https://news.un.org/fr/story/2019/10/1052952>

---